



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT POUR LA MISE A DISPOSITION D'UNE TABLETTE NUMERIQUE DANS LE CADRE DE L'ACCUEIL D'UN ELEVE UKRAINIEN

NOM DU COLLEGE :

- Le matériel suivant, **reste la propriété du Département** et est mis gratuitement à disposition de l'élève pour **toute la durée de la fermeture de l'établissement.**

Désignation du matériel :

N° de Série de l'appareil :

N° d'inventaire :

- *Tablette tactile de marque Apple et de modèle iPad*
- *Chargeur de batterie APPLE*

- *Nom, Prénom élève :*

- *Classe de l'élève :*

La revente, la cession, même à titre gratuit, l'échange, le prêt, la location du matériel mis à disposition sont strictement interdits.

L'usage du matériel est réservé à l'élève dont l'identité figure sur ce document.

- Le représentant légal de l'élève est tenu de veiller à la garde, à la bonne conservation et à l'entretien du matériel pédagogique.

Aucune réparation, ni aucune amélioration ne pourront être apportées de sa propre initiative sur le matériel mis à la disposition de l'élève sous la responsabilité du représentant légal. Si, par mégarde, le représentant légal de l'élève a engagé des dépenses personnelles pour réparer ou améliorer le matériel, il ne pourra en aucun cas en exiger le remboursement.

Aucune intervention externe n'est autorisée sur le matériel. Il est interdit de remplacer le système d'exploitation, de procéder au *débridage* (« *jailbreaking* ») de la tablette. Les tablettes ne doivent pas être réparées ou démontées. Ces opérations entraînant l'annulation de la garantie par le fabricant, le Département demandera dans ce cas au représentant légal le remboursement du matériel.

La prise en charge des pannes et de la maintenance du matériel est acquise pour la durée de la mise à disposition.

L'élève s'engage à prendre soin de la tablette et de son étui.

- Il est interdit d'enregistrer, même de façon temporaire, tout contenu illicite et/ou illégal, ou pour lequel le collégien ne détient pas les droits.
- La responsabilité de l'établissement ou du Département ne saurait être engagée par l'utilisation d'applications installées par l'élève de sa propre initiative sur la tablette mise à sa disposition.
- De même, la responsabilité de l'établissement ou du Département ne saurait être engagée en cas d'accès à des sites sensibles ou à des ressources privées à l'initiative de l'élève sur la tablette mise à sa disposition.

Tout sinistre (vol, perte, dégradation, casse ou panne) devra être impérativement et immédiatement signalé auprès de votre établissement.

- La mise à disposition prend fin automatiquement le jour où le collège ré ouvre ses portes aux élèves, conformément aux instructions ministérielles.

Le représentant légal de l'élève s'engage à restituer au collège le matériel dans son intégralité (chargeur Apple compris).

Date et signature du représentant légal :

A faire valoir ce que de droit,

Exemplaire à conserver par le responsable légal (e) de l'élève.

Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion de la mise à disposition des matériels pédagogiques. Cette action s'inscrit dans le cadre réglementaire du plan numérique initiée par le ministère de l'éducation et encadrée par une convention entre le Conseil Départemental et le rectorat.

Les données enregistrées sont du détenteur de la tablette et de ses parents. L'ensemble des données est obligatoire, tout défaut de réponse entrainera l'impossibilité de mettre à disposition le matériel. Les informations enregistrées sont destinées au service de l'éducation du Conseil Départemental. Les données enregistrées sont conservées une année glissante.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès, en vous adressant, par voie postale, au Correspondant Informatique et libertés – Département des Alpes-Maritimes - B.P. n°3007 06201 Nice Cedex 3. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative..